

Unité d'action et démocratie syndicale ⁽¹⁾

La polarisation des forces sociales se poursuit en France. Les élections municipales confirment ce que de nombreuses élections d'entreprises indiquaient. C'est-à-dire notamment que les ouvriers dans les usines votent pour ceux qui leur paraissent les plus aptes à les défendre: les militants de la C.G.T. Sans doute, il reste bien des pas à franchir, des échecs à comprendre, avant que ce regroupement du mécontentement ne se transforme en nouvelle montée des masses.

Mais l'union des travailleurs au moins sur le plan revendicatif deviendra un problème des masses alors qu'il n'est pour l'instant qu'une préoccupation de militants syndicaux. Et ce n'est vraisemblablement que sous la pression des ouvriers que disparaîtront les obstacles à l'unité organique des syndicats, que s'avèrera possible la constitution d'une centrale syndicale quasi unique.

L'UNITE D'ACTION, CHEMIN VERS LA CONFEDERATION UNIQUE

Il y a une partie de vrai dans les positions prises sur l'unité par la C.G.T. En effet, pour faire accepter l'unité aux « commis ouvriers de la bourgeoisie » que sont nombre de dirigeants F.O. et C.F.T.C., il faudra une puissante pression des travailleurs, un irrésistible courant unitaire de masse. Ce qui fut difficile en 1935, alors que le courant réformiste prédominait dans la classe ouvrière française, le sera bien plus encore maintenant où la majorité de la classe ouvrière et sa partie la plus combative sont dirigées par le P.C.F. Il devient nécessaire à la direction de la C.G.T. de mettre en avant un programme capable de mobiliser les masses (*).

Car il n'y a pas de vertu miraculeuse dans le mot d'unité. Sans doute est-il possible, dans les combats défensifs actuels, d'aboutir à l'unité d'action dans quelques entreprises, là où l'action elle-même est possible. Plus largement, dans certaines corporations dont le patron est l'Etat, des prises de position communes, voire des actions unitaires, sont possibles. Mais, face au front uni de la bourgeoisie derrière de Gaulle, il faut plus que cela pour faire céder le patron, développer la combativité ouvrière et l'unité d'action.

Il faut à la classe ouvrière un programme partant de ses revendications immédiates et lui fixant comme objectif au moins implicitement un gouvernement des travailleurs. Il faut aussi que les organisations fassent la preuve qu'elles sont décidées à se battre pour la réalisation d'un tel programme.

Cela n'étant pas opposé mais allant de pair avec des luttes défensives menées dès à présent, là où il se peut, afin de redonner confiance et ses propres forces à la classe ouvrière. Et aussi pour éviter que le recul ne se transforme en dérouté, le régime bonapartiste de De Gaulle en un régime proprement fasciste.

Or, il faut bien constater que la C.G.T. se limite aux actions défensives et qu'en l'absence d'une perspective claire de gouvernement ouvrier, tracée par le P.C.F., un tel programme risque fort de ne pas être proposé par la direction C.G.T.

L'absence d'une direction révolutionnaire dans la classe ouvrière française pèse considérablement là aussi. La crise du P.C.F., et celle du mouvement syndical sont étroitement liées. Il se produit sans doute une incontestable évolution chez les militants syndicaux de la C.G.T., membres du P.C.F. ou non. Les problèmes posés par la lutte syndicale ne peuvent manquer d'influer considérablement sur la crise du P.C.F. Ainsi par exemple il sera discuté dans ce Parti, pourquoi la polarisation actuelle des forces ne peut cependant permettre un relèvement durable des salaires; également comment on peut contraindre les dirigeants réformistes de tout poil à accepter l'unité.

La crise du mouvement ouvrier français ne se dénouera qu'avec celle du P.C.F., il est difficile de prétendre que l'unité syndicale allant de pair avec la réanimation de la classe dénouera la crise du P.C.F., comme le font certains « renovateurs ». Il est encore plus inepte de croire que du mouvement syndical peut naître un programme de combat pour la classe, de façon spontanée.

La crise propre du mouvement syndical ne joue, à notre avis, qu'un rôle secondaire par rapport à celle de la direction révolutionnaire. C'est celle-là qu'il faut régler, mais bien sûr en partant notamment des problèmes posés par l'action et l'unité syndicales.

(1) Voir « L'Unité Syndicale n'est pas une fin en soi », *La Vérité des Travailleurs*, n° 92.

(*) Nous envisagerons dans notre prochain numéro ce que devrait être un tel programme.

UNITE ET DEMOCRATIE SYNDICALES

C'est ainsi qu'un des obstacles réels, non négligeables, est l'opposition de la direction de la C.G.T. et finalement du P.C.F. à la démocratie syndicale, au droit de tendance.

Les arguments développés contre eux sont multiples.

— La démocratie existe dans la C.G.T., sans qu'il y ait de droit aux tendances.

Cela n'est que très superficiellement vrai; on peut discuter les détails, mais il est pratiquement impossible d'opposer une autre ligne à celle de la majorité sous peine de se voir mis à l'écart, non par les travailleurs mais par l'action sourde de la fraction du P.C.F.

Car chaque militant sait que les cellules, sections, fédérations du P.C.F., préparent ou au moins contrôlent les listes de candidats aux responsabilités syndicales. Cela est bien normal, et même du devoir d'une organisation communiste. Mais il est indispensable, si l'on veut un syndicat organisant de larges masses, de reconnaître à chaque tendance (et non pas à un seul parti) le droit (et non l'obligation) de faire de même.

Les fractions politiques dans le mouvement syndical existent — communiste dans la C.G.T.; socialiste, F.*. M.*. dans F. O., P.S.A. chez les enseignants, demain U.G.S., par la force des choses. Vaut-il mieux qu'à chacune de ces fractions corresponde un syndicat ou qu'au contraire, comme à la Fédération de l'Education Nationale, les tendances communiste, socialiste socialiste autonome, Ecole Emancipée, coexistent et agissent ensemble?

Cet argument, très curieux dans la bouche de communistes, que le mouvement syndical doit rester hors des luttes des partis politiques, vise en fait à maintenir intact le moyen de pression sur la bourgeoisie que constitue la C.G.T. pour la direction stalinienne du P.C.F. et à empêcher le développement des courants révolutionnaires dans des débats démocratiques.

Car comment expliquer que Benoît Frachon ait brutalement oublié qu'il était le défenseur du droit de tendance avant et durant le congrès d'unification de Toulouse en 1935? Comment oublier que jusqu'en 1947 « la Vie Ouvrière » et « Force Ouvrière » étaient des organes de tendance dans la C.G.T. unifiée? Si cela était faux à l'époque, qu'on le dise et pourquoi.

Sans aucun doute, le ciment de l'unité n'est pas la démocratie qui n'est qu'un moyen certes important, mais l'action. Il reste que les éléments anti-unitaires, anti-communistes (au vrai sens du terme), comme Lapeyre, ont compris tout le parti que l'on pouvait tirer d'une telle attitude.

Les marxistes révolutionnaires doivent agir pour l'unité d'action, pour l'unité organique, même si un compromis de sommet permet finalement que la démocratie soit limitée dans la centrale unifiée. Mais il est fort à craindre que l'absence d'une reconnaissance du droit de tendance ne gêne considérablement la réalisation de l'unité organique.

Précisons ce que nous entendons par droit de tendance. C'est le droit des syndiqués de même opinion (et celle-ci peut varier) de se grouper pour présenter ensemble aux congrès et conférences, motions et résolutions et d'être représentés, au moins dans les organismes larges de direction (Commissions Exécutives, Conseils Fédéraux, Commission administrative), proportionnellement au nombre de voix obtenues par eux.

L'obstacle dressé par les syndicalistes « purs » du Mouvement pour un Syndicalisme Uni et Démocratique ne peut être écarté facilement. C'est qu'au souci normal de démocratie qu'ont les travailleurs vient s'ajouter une réserve à l'égard des directions, bien naturelle après la faillite de celles-ci, leur incapacité à s'opposer à la montée du gaullisme. La polarisation actuelle (dont recommence à profiter la direction stalinienne) ne doit pas faire croire que les fautes passées sont oubliées; elles reviendront en discussion si de nouveaux échecs sont enregistrés, avec d'autant plus de virulence que le prolétariat montrera une force nouvelle. Les militants du P.C.F. alors poseront d'abord la question des perspectives et de la tactique qui en découle, ils poseront aussi le problème de l'unité et de la reconnaissance du droit de tendance, et ce à leur direction.

Au travers de tout cela il apparaîtra à beaucoup d'entre eux que les carences et erreurs de leur direction tiennent au fait que le groupe stalinien du P.C.F. ne se propose pas de faire la révolution mais simplement de maintenir le statu quo actuel dans le monde, en tentant sans succès de dissocier l'alliance impérialiste et condamnant ainsi les forces révolutionnaires à l'inefficacité, voire la dispersion.